

garderies, le premier ministre se montre encore une fois préoccupé et déclare:

Nous ne voulons pas que les Canadiennes partent au travail inquiètes au sujet de leurs enfants et de leur bien-être.

On trouve cette citation dans le *Globe and Mail*, le 22 septembre 1988.

C'est alors que le Sénat a pris l'initiative extraordinaire—ou qu'il estimait extraordinaire, le premier ministre l'a qualifiée l'obstruction—de renvoyer le projet de loi sur les garderies à un comité. Le fait que nous ayons fait une entorse au Règlement et renvoyé le projet de loi au comité le lendemain de la première lecture n'a pas été apparemment une consolation pour le premier ministre qui se faisait du souci pour les femmes et les enfants du Canada. Il a qualifié cette initiative de mesure obstructive, ajoutant que les femmes avaient besoin de ces garderies immédiatement.

En fait de larmes de crocodile, c'est l'un des exemples les plus exquis dans l'histoire politique récente. M. Mulroney s'est lamenté, disant que les Canadiennes qui travaillaient souffraient terriblement du fait de l'initiative prise par le Sénat. Il l'a dit le 28 septembre 1988, lors d'une entrevue à la radio.

Qu'est-ce qui a changé depuis? Les femmes canadiennes ne souffrent-elles plus? Leur situation s'est-elle tellement améliorée depuis 1988 qu'on n'a plus besoin d'adopter une loi sur les garderies?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, nous avons dû établir des priorités et nous l'avons fait en accordant 2,1 milliards de dollars de plus aux prestations pour les enfants au cours des cinq prochaines années. Nous avons proposé un nouveau moyen plus efficace pour les verser. J'ai l'intention d'attirer l'attention du Sénat sur cet aspect du budget quand je parlerai plus tard dans la journée lorsque j'entamerai le débat sur l'interpellation que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* l'autre jour.

Il faudrait faire remarquer que le gouvernement fédéral dépense déjà 1 milliard de dollars par an pour les garderies dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada sous la forme d'aide fiscale et d'allocations de formation. L'honorable sénateur sait également que nous avons augmenté dans le budget la déduction pour frais de garde d'enfant de 1 000 \$ par enfant.

En réponse à la question du sénateur au sujet du programme de garderies national ou fédéral-provincial, en établissant nos priorités immédiates, comme nous avons du le faire, nous n'avons pas l'intention à ce stade de proposer un nouveau programme de garderies financé par le gouvernement fédéral.

Le sénateur Frith: Honorables sénateurs, comme on attend depuis 1984, je suppose qu'on peut attendre jusqu'à plus tard dans la journée et même les Canadiennes seront peut-être disposées à attendre jusque-là, pour savoir pourquoi elles n'auront pas de projet de loi sur les garderies.

L'ÉCONOMIE

SON INCIDENCE SUR L'EMPLOI—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable Stanley Haidasz: Honorables sénateurs, j'ai signalé plusieurs fois ici au leader du gouvernement au Sénat

le nombre sans précédent de faillites et de fermetures d'usines, dont beaucoup vont s'établir chez nos voisins du sud, ce qui a fait un millions et demi de chômeurs au pays. Chaque jour nous apporte son lot de mauvaises nouvelles.

J'ai été bouleversé, comme d'autres sénateurs sûrement, d'apprendre tard hier soir que la General Motors du Canada mettait «temporairement» à pied 7 300 travailleurs à son usine d'Oshawa et que Ford en mettait «temporairement» 2 000 à pied elle aussi à son usine d'Oakville. Soit un total de 9 500 travailleurs dans la région de Toronto.

Le leader du gouvernement pourrait-il nous dire quand le gouvernement va faire quelque chose pour relancer notre économie, pour redonner du travail à ces chômeurs et mettre fin à ces mises à pied et à ces fermetures quotidiennes d'usines qui plongent beaucoup de gens dans des difficultés?

• (0920)

Le leader du gouvernement pourrait-il nous dire ce qui ne va pas? Le gouvernement manque-t-il de conseillers? Manque-t-il d'initiative ou d'idées pour redonner du travail à ces chômeurs et mettre fin à leurs difficultés?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): L'honorable sénateur parle des mises à pied survenues dans l'industrie canadienne de l'automobile. Il doit sûrement savoir qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une réduction très importante des effectifs qui s'applique à l'industrie de l'automobile partout en Amérique du Nord. Les mesures annoncées par la General Motors concernant le Canada s'inscrivaient dans le cadre de mesures dont les répercussions seront beaucoup plus sévères pour ses usines aux États-Unis. L'honorable sénateur ne devrait donc pas essayer de faire croire que les problèmes de l'industrie automobile sont uniques au Canada.

Cela dit, en ce qui concerne la politique du gouvernement, nous aurons l'occasion, à partir d'aujourd'hui, de discuter de l'exposé budgétaire de M. Mazankowski. Sans anticiper sur le débat, je tiens simplement à rappeler au sénateur Haidasz et aux autres honorables sénateurs que le budget prévoit la création d'un demi million de nouveaux emplois au Canada d'ici la fin de 1993 et un million et demi d'ici 1997. L'honorable sénateur doit en outre savoir, comme je l'ai rappelé à maintes reprises au Sénat, que presque toutes les prévisions émanant du secteur privé tant au Canada qu'à l'étranger permettent de croire que le Canada se classera au premier rang dans le monde industrialisé quant à la croissance économique cette année et quant à la croissance de l'emploi à moyen terme.

Le sénateur Haidasz: Honorables sénateurs, les Canadiens entendent ces prévisions du gouvernement depuis 12 mois, mais la situation économique empire au lieu de s'améliorer, car le nombre des chômeurs augmente au Canada et les difficultés aussi.

Le leader du gouvernement au Sénat croit-il que les gens font confiance au gouvernement et croient que ses prévisions se réaliseront plus tard?

Le sénateur Murray: Encore une fois, honorables sénateurs, les résultats en matière de prévisions gouvernementales et en matière de croissance économique ont été très bons.

Le sénateur Haidasz: Seigneur!

L'honorable Royce Frith (chef de l'opposition): Vous devriez faire l'économie de quelques superlatifs.